

# **Le Breton sera bientôt enseigné à Harvard !**

A en croire le Ouest France d'hier, *un accord entre le département de breton et d'études celtiques de Rennes 2 et le département de langues et littératures celtiques de l'université américaine de Harvard vient d'être signé.* Nous ne rêvons pas, la prestigieuse université permettra aux étudiants de master et de doctorat de suivre des cours et même de participer à des échanges avec leurs homologues bretons.

L'université Rennes 2 à qui l'on doit ce partenariat hors normes prévoit l'organisation régulière, de séminaires des études bretonnes ! Bien sûr, c'est dans le cadre d'enseignements spécifiques que les étudiants pourront choisir d'étudier le breton. Reste que ce n'est pas rien : l'université d'Harvard a célébré son 375<sup>e</sup> anniversaire en 2011. Reconnue pour la qualité de son enseignement, et sa stricte sélection d'entrée, sa décision de proposer ces cours aux étudiants jettera forcément un pavé dans la marre, dans la lutte pour sauvegarder notre patrimoine culturel. D'autant plus que la France n'a toujours pas ratifié la Charte européenne des langues régionales.

---

## **Eoliennes en Pays de Vilaine: 10 ans de lutte pour une transition énergétique**

# **citoyenne**

**10 ans après la naissance de l'association *Eolienne en pays de Vilaine*, vous avez créé le premier parc éolien citoyen de France sur le site de Béganne, qu'en est-il du site de Séverac en Loire Atlantique ?**

Le premier parc éolien citoyen à Béganne (Morbihan, Pays de Redon) est en construction. Les travaux seront terminés en septembre. Il sera constitué de 4 éoliennes et couvrira les besoins en électricité de 8000 foyers hors chauffage. La société Begawatt, qui fonctionne sur un principe coopératif été créée en septembre 2010 pour gérer l'exploitation de ce parc.

En ce qui concerne le second parc, nous avons obtenu un permis de construire en octobre 2011. Les travaux devraient avoir déjà bien avancé en octobre 2014.

**Vous avez lancé un réseau régional des énergies citoyennes, vous animez le réseau Taranis pour le développement des projets similaires... Considérez-vous que la mise en réseau et les partenariats sont une valeur sûre pour développer ses projets ?**

Ce n'est pas forcément essentiel pour développer nos projets, mais surtout pour que d'autres projets similaires voient le jour. Nous voulons apporter une aide aux porteurs de projets car on note des difficultés dans la démarche juridico-économique, et leur formation n'est pas toujours appropriée. La mise en réseau consiste à mutualiser des connaissances. Bien sûr, nous en profitons. Mais nous sommes surtout dans une démarche de diffusion de ces connaissances car nous avons déjà une expérience solide en la matière.

**Comment se passe généralement la mise en place d'un partenariat ou d'un réseau ?**

Le plus souvent, ce sont les porteurs de projets qui viennent se renseigner lors de nos réunions d'information.

## **Comment se porte le domaine de l'accompagnement de projets ?**

Le réseau Taranis a été lancé il y a un an et demi. Il est aujourd'hui constitué de 30 porteurs de projets et il progresse. Quant au réseau Loire-Atlantique, il a été lancé cette année et il en comporte à ce jour une vingtaine.

## **Quel sont les obstacles que vous rencontrez le plus souvent ? Et d'une certaine manière, qu'est ce qui vous ralentit ?**

Le plus compliqué dans la mise en place du projet citoyen reste la domaine juridique et financier. Quant à la dimension citoyenne de l'entreprise, elle est encore nouvelle en France et nécessite beaucoup de sources d'investissements. Cela repose sur la mise en place d'une structure juridique sociétale. L'enjeu est notamment de convaincre les banques de la crédibilité du projet citoyen. Il y a des pionniers dans ce domaine comme Enercoop. Mais d'autres projets se sont heurtés à ces frontières juridico économiques, comme le projet éolien de Brocéliande qui a mobilisé peu de citoyens.

## **Comment avez-vous tiré votre épingle du jeu?**

Nous nous sommes appuyés sur deux outils : nous avons participé à la création du fonds Energie Partagée Investissement, une société qui nous a notamment permis de communiquer en toute transparence sur le financement des travaux. Puis, 53 clubs d'investissement, dont une partie adhère à la [fédération des Cigales](#) (Clubs d'investisseurs locaux au service du développement d'entreprises solidaires. ndlr), ont été créés. Cela représente au total 783 investisseurs individuels.

Autre chose, notre capital est également composé de plusieurs collèges. Ces investissements coopératifs nous ont permis de développer une assise locale forte et une mobilisation financière significative. Rappelons que dans un projet citoyen, le pouvoir est détenu par ses représentants.

**En mai dernier, la ministre de l'écologie de l'époque Delphine Batho s'est déplacée à Rennes pour évoquer la transition énergétique Bretonne. Le groupe EELV et l'association Gaspere en ont profité pour manifester leur désaccord du projet de centrale à gaz. Comment vous positionnez-vous par rapport à ce projet ?**

Nous privilégions les énergies renouvelables et les économies d'énergies. Nous ne sommes pas dans une démarche politique mais nous croyons en trois moyens d'action: la production d'énergies renouvelables, l'économie d'énergie et les unités de stockage d'énergies, comme le barrage du mur de Bretagne. Le stockage est un point faible dans les énergies renouvelables.

Aujourd'hui, la consommation de chauffage électrique est en forte progression en Bretagne et le RTE (réseau de transport d'électricité ndlr) est du coup difficile à gérer. La capacité de production et de diffusion est sur-dimensionnée alors que l'on peut remplacer l'énergie électrique par une bonne isolation et un recours à des solutions renouvelables comme la biomasse, l'éolien... Pour nous, le choix d'investir dans des ressources fossiles va à l'encontre du principe de transition énergétique.

**On considère souvent la Bretagne comme une péninsule énergétique, dont le réseau énergétique est fragile. Pensez-vous que le travail de votre association, l'aboutissement des projets et le réseau qu'elle a créé démontre le contraire ?**

Oui, et même si pour l'instant, nos actions sont encore modestes, nous sensibilisons les citoyens petit à petit. Plus nous aidons à l'aboutissement de projets citoyens, plus on sensibilise les individus. Ce sont les petits ruisseaux qui font les grandes rivières !

**Quels sont vos projets futurs ?**

Nous avons trois objectifs qui sont désormais atteints ou en phase de l'être : produire de l'électricité à partir d'un parc éolien citoyen, informer le public sur l'énergie renouvelable citoyenne et décliner l'expérience en accompagnant des

porteurs de projets.

Désormais, nous souhaitons ouvrir nos compétences vers l'énergie solaire, le groupement d'achat... Lors de notre prochain rendez-vous le 1er septembre à Béganne (56) à l'occasion de notre 10<sup>e</sup> anniversaire, nous évoquerons ces thématiques auprès du conseil d'administration et de l'ensemble des personnes présentes. Nous souhaitons devenir un pôle de référence et de formation porteur d'énergies renouvelables citoyennes.

**Pus d'infos:**

[www.eolien-citoyen.fr/](http://www.eolien-citoyen.fr/)

---

## **Jusqu'où pourrait nous mener l'agriculture transgénique et intensive ?**

Après l'exposition photo [\*Nouvelles du Gazhistan\*](#), qui mettait en lumière les dangers de l'exploitation du gaz de schiste, la photographe Alexa Brunet et Patrick Herman, paysan et journaliste, se réunissent de nouveau pour mettre au point le projet Dystopia. Cette nouvelle exposition photographique

légendée nous projette dans ce que pourrait devenir l'agriculture transgénique et ses dérives dans un futur lointain...ou proche.

Du coup, Jeudi soir, des dizaines de figurants volontaires se sont mis en scène, tenue d'agriculteurs, sac vides sur le dos, pour recevoir leurs semences brevetées par des sociétés de biotechnologies végétales. *"Monsanto n'est jamais ouvertement visé. Mais c'est notamment contre son hégémonie que l'on se mobilise"*, souligne Alexa.

La partie rédactionnelle développée par Patrick Herman, rend compte de la situation agricole actuelle, agrémentée de chiffres. *"Les légendes expliquent au public de quoi les photographies sont inspirées. Lors d'un premier regard sur une photo, on croit à une pure fantaisie d'interprétation de la réalité. Après avoir lu la légende, on se dit : effectivement, nous ne sommes pas si loin de la réalité, cela pourrait arriver. Et la photo prend tout son sens"* Explique Patrick.

Une fois le projet bouclé, il fera l'objet d'un portfolio dans la presse, et pourquoi pas exposé au salon de l'agriculture en 2014?

#### **Plus d'infos:**

Alexa Brunet est aussi l'auteure du livre "Habitats Atypiques" aux éditions images en manoeuvres, paru en 2010, et "Post Ex-Yougoslavie"aux éditions Le bec en l'air, paru en 2006.

<http://www.alexabrunet.com/>

---

# Fermeture de GAD : un plan alternatif sera proposé au tribunal fin septembre

La crise de la filière porcine plane toujours au-dessus du groupe d'abattage de porcs, GAD. En redressement judiciaire depuis février 2013, le tribunal de commerce de Rennes a prolongé la période d'observation du site jusqu'au 16 octobre prochain. Une décision "*plutôt rassurante*" pour les syndicalistes et les élus qui y voient un délai supplémentaire pour donner un avenir au millier de salariés risquant de perdre leurs emplois. Jean-Marc Puchois, maire de Lampaul-Guimiliau se dit « *plutôt positif* ». « *Mon rôle est d'être aux côtés des salariés. La communauté de communes est en train d'élaborer un plan alternatif pour sauver cet outil. Il devra être accepté par le tribunal de commerce de Rennes et bouclé le 18 septembre* » a déclaré l'élue avant d'ajouter : « *Notre projet ne consiste pas à enclaver Josselin ni à se mettre en travers ce que veut faire la CECAB. Mais 2 millions de porcs sont élevés à 30 km de l'abattoir de Lampaul. Ce serait aberrant de leur faire parcourir 200km pour les conduire à l'abattoir de Josselin (56)* ».

La CECAB, principal actionnaire du groupe GAD, prévoit elle aussi un plan de continuation. Celui-ci consiste notamment à fermer le site de Lampaul-Guimiliau pour concentrer la production sur l'abattoir de Josselin (56). Quant à l'éventuel projet de création d'une SCOP (société coopérative et participative, ndlr) annoncé par les syndicats pour gérer le site de Lampaul-Guimiliau, « *je ne suis pas anti-scop, c'est une solution donnée aux entreprises. Mais aujourd'hui, ce type de fonctionnement n'est pas approprié à la situation: il ne présente pas de solution suffisamment solide et viable pour la gestion du site de Lampaul-Guimiliau* » estime le maire.

## **Une lueur d'espoir**

Du côté des syndicats, les deux mois de sursis sonnent comme un soulagement. *« On est plutôt contents. Un espoir d'une éventuelle reprise est né pour les salariés du site Lampaul-Guimiliau. Pour l'instant, même si nous n'avons pas d'informations quant aux repreneurs potentiels, ça travaille »* explique Olivier Le Bras, syndicaliste central de Force Ouvrière dans le Finistère. Quant à la possibilité de concentrer la production sur le site de Josselin, *« nous sommes persuadés que ce n'est pas cela qui va sauver le groupe »* déplore le syndicaliste.

La fermeture de l'usine de Saint-Nazaire (Loire-Atlantique) et l'abandon du siège social de Gad à Saint-Martin-des-Champs (Finistère) près de Morlaix sont également envisagés par la CECAB. Ces mesures strictes pourraient entraîner la suppression de 946 des 1 660 emplois de Gad. *« En 24 ans, la CECAB n'a pas réussi à faire gagner un centime à la filiale. Elle n'est pas en capacité de gérer la filière porcine en crise »*. Selon le syndicaliste, des industriels reconnus comme Bernard, Bigard, E.Leclerc notamment, seraient plus à même de gérer et redresser la situation.

## **L'ébranlement d'un pilier pour l'économie bretonne**

Selon Jean-Marc Puchois, *« La filière porcine est actuellement sous les feux des projecteurs, mais ce n'est pas une guerre entre Lampaul et Josselin, ni entre le Finistère et le Morbihan, c'est un enjeu beaucoup plus important, c'est l'enjeu de la Bretagne »*. L'élu considère en effet que *« l'agriculture et l'agroalimentaire forment le pilier économique de notre région, si on nous enlève cela, nous ne sommes plus rien. L'administration bloque les producteurs bretons, il y a un problème dans l'abattoir mais aussi dans la production. La filière porcine est en crise, j'ai peur pour l'avenir. »*



---

# Et si vous optiez pour un jardin d'assainissement ?

**2 min 30:** Quelles sont les démarches à suivre pour élaborer un jardin d'assainissement ?

**5 min 45:** En quoi consiste le jardin d'assainissement ?

**6 min 55:** Un système sans danger...

**7 min 35:** Quels intérêts ?

**10 min 20:** quelles espèces de plantes sont utilisées ?

Quels sont les avantages financiers d'un jardin d'assainissement ?

**1 min 10 :** la fourchette de prix.

**Intro :** Doit-on se passer de produits d'entretien ?

1 min 45: Que faire de l'eau rejetée par le système de phytoépuration ?

2 min 36: La problématique des toilettes sèches.

1 min 40: Quel est le moment propice à l'installation d'un jardin d'assainissement ?

2 min 55: Un jardin pour quels types de sols ?

Contôle en fin de chantier et certificat fabricant: un gage de garantie et de conformité.

**Plus d'infos**

[www.aquatiris.fr](http://www.aquatiris.fr)